

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Marché passé en application des articles 38, 70 et 74 du Code des marchés publics
(décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006)

VILLE DU PECQ

-

**13 bis, quai Maurice Berteaux
78230 LE PECQ
Tél: 01.30.61.21.21**



Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHE	5
1.1 BIS - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.2 - DUREE DU MARCHE	5
1.3 - TITULAIRE DU MARCHE	5
1.4 - SOUS-TRAITANCE	6
1.5 - CATEGORIE D'OUVRAGES ET NATURE DES TRAVAUX	6
1.6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE	6
1.7 - CONTENU DES ELEMENTS DE MISSION	6
1.8 - CONTROLE TECHNIQUE	7
1.9 - MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	7
1.10 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION	8
1.11 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	8
1.12 - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE	8
ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES	8
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	8
ARTICLE 4 : FORFAIT DE REMUNERATION	10
4.1 - MODALITES DE FIXATION DU FORFAIT DE REMUNERATION	10
4.2 - DISPOSITIONS DIVERSES	10
ARTICLE 5 : PRIX	11
5.1 - MOIS D'ETABLISSEMENT DU PRIX DU MARCHE	11
5.2 - CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE POUR LA REVISION DES PRIX	11
5.3 - MODALITES DE REVISION DES PRIX	11
ARTICLE 6 : REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	12
6.1 - LES AVANCES	12
6.2 - ACOMPTES	12
6.3 - SOLDE	17
6.4 - DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
ARTICLE 7 : DELAIS - PENALITES POUR RETARD	18
7.1 - PENALITES POUR RETAR	19
7.2 - RECEPTION DES DOCUMENTS D'ETUDES	19
ARTICLE 8 : PHASE « TRAVAUX »	22
8.1 - VERIFICATION DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS DES ENTREPRENEURS	22
8.2 - VERIFICATION DU PROJET DE DECOMPTE FINAL DE L'ENTREPRENEUR	22
8.3 - INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION	23
ARTICLE 9 : AVENANTS NEGOCIES AVEC LA MAITRISE D'OUVRAGE	25

ARTICLE 10 : COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	26
ARTICLE 11 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	27
ARTICLE 12 : TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	27
ARTICLE 13 : SEUIL DE TOLERANCE	27
ARTICLE 14 : COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	27
ARTICLE 15 : COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	28
ARTICLE 16 : CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	29
ARTICLE 17 : TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	29
ARTICLE 18 : SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	29
ARTICLE 19 : COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	29
ARTICLE 20 : PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	29
ARTICLE 21 : MESURES CONSERVATOIRES	29
ARTICLE 22 : ORDRES DE SERVICE	29
ARTICLE 23 : PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	30
ARTICLE 24 : SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	30
ARTICLE 25 : UTILISATION DES RESULTATS	31
ARTICLE 26 : ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	31
ARTICLE 27 : ACHEVEMENT DE LA MISSION	31
ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE	32
28.1 - RESILIATION DU FAIT DU MAITRE DE L'OUVRAGE	32
28.2 - RESILIATION DU MARCHE AUX TORTS DU MAITRE D'OEUVRE OU CAS PARTICULIERS	32
ARTICLE 29 : CLAUSES DIVERSES	32
29.1 - CONDUITE DES PRESTATIONS DANS UN GROUPEMENT	32
29.2 - ASSURANCES	33

29.3 - REGLEMENT DES LITIGES

33

ARTICLE 30 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES ET CCAG TRAVAUX

33

CHAPITRE PREMIER : GENERALITES

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de maîtrise d'oeuvre concernant :

La reconstruction d'un groupe scolaire (maternelle, élémentaire, CLEM, CLSH et RASED), d'un local jeunes et des aménagements urbains afférents en démarche environnementale (HQE) sans certification.

Il fait suite à un concours d'architecture et d'ingénierie organisé par le maître d'ouvrage. Conformément aux articles 24. 70 et 74 du code des marchés publics, les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'œuvre.

La Surface Utile globale du projet de Groupe Scolaire a été évaluée à 3 061 m² et à 194 m² pour le Local Jeunes.

Lieu(x) d'exécution : Quai du 8 mai 1945

1.1 bis - Décomposition en tranches et lots

Les études de maîtrise d'oeuvre seront divisées en 2 tranches définies comme suit :

<i>Tranche</i>	<i>Désignation</i>
Ferme	Etudes et construction du Groupe Scolaire (mission de base complète) Etudes local jeunes (APS,APD, PRO, ACT)
Conditionnelle n°1	Construction du Local Jeunes (VISA, DET,AOR)

Le maître de l'ouvrage s'engage à notifier au maître d'œuvre sa décision d'affermir ou non la tranche conditionnelle dans un délai de 2 ans à compter de la notification de la tranche ferme.

1.2 – Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification et s'achèvera à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

1.3 – Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « maître d'oeuvre » sont précisées à l'acte d'engagement.

1.4 - Sous-traitance

Le maître d'oeuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage (article 114 du code des marchés publics).

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-P.I.

1.5 - Catégorie d'ouvrages et nature des travaux

L'ouvrage à réaliser appartient à la catégorie d'ouvrages bâtiment en construction neuve.

1.6 - Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle est régie par la loi. A ce titre :

- Le Maître d'oeuvre garantit le Maître d'Ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie n'est pas limitée,
- De son côté, le Maître d'Ouvrage garantit le Maître d'oeuvre contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraires, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi,
- Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le Maître d'oeuvre ou le Maître d'Ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir,
- Si le Maître d'oeuvre ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues au présent CCAP.

1.7 - Contenu des éléments de mission

La mission de maîtrise d'oeuvre est établie conformément à :

- La loi n° 85-704 du 12 Juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'oeuvre privée ;
- Le décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'oeuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- L'arrêté du 21 Décembre 1993 relatif aux modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'oeuvre confiés par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé.

Le présent marché est constitué des éléments suivants :

Eléments de mission dévolus au maitre d'oeuvre

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
ESQ	Etudes d'esquisse (dossier produit en partie lors du concours de maîtrise d'œuvre)
APS	Avant-projet sommaire
APD	Avant-projet définitif
PRO	Etudes de projet
ACT	Assistance pour la passation du contrat de travaux
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'exécution des travaux
AOR	Assistance aux opérations de réception et de garantie de parfait achèvement

Le contenu de chaque élément est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

1.8 - Contrôle technique

Pour l'exécution du présent marché, le maître de l'ouvrage sera assisté du contrôleur technique agréé dont le nom sera communiqué ultérieurement au maître d'œuvre.

Le contrôleur technique assurera notamment les missions suivantes :

<i>Code</i>	<i>Libellé</i>
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
P1	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement non indissociablement liés
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP (établissements recevant du public)
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Th	Isolation thermique et économies d'énergie

Le maître d'oeuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique dans le cadre de ses missions d'étude, que le maître de l'ouvrage lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.9 - Mode de dévolution des travaux

La dévolution des travaux est envisagée par marchés séparés.

Le choix définitif du mode de dévolution devra être confirmé au plus tard à la réception de l'APD (Avant-projet définitif).

Le mode de dévolution retenu est sans incidence sur le coût prévisionnel des travaux et sur la rémunération du titulaire.

1.10 - Ordonnancement, pilotage, coordination

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission d'OPC fera l'objet d'un marché distinct.

1.11 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

L'opération, objet du présent marché relève du **niveau II** au sens du Code du travail (Loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement, le nom du coordonnateur sera alors communiqué au maître d'oeuvre.

1.12 – Assistance à maîtrise d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage se fait assister d'un assistant à maîtrise d'ouvrage pour la haute qualité environnementale et l'élaboration du programme.

Article 2 : Parties contractantes

2.1 – Maîtrise d'Ouvrage

VILLE DE LE PECQ

2.2 – Assistants à Maîtrise d'Ouvrage

SECA ENVIRONNEMENT

1 rue Harald Stambach

B.P. 10093

59443 WASQUEHAL CEDEX

MEIC

562 Rue Pierre Brossolette

62110 Hénin-Beaumont

2.3 – Coordinateur SPS

Sera désigné pour l'analyse du Concours.

2.4 – Contrôleur Technique

Sera désigné pour l'analyse du Concours.

2.5 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination

Sera désigné selon le type de marché de Travaux.

Article 3 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont dans l'ordre de priorité suivant :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes,
 - annexe n° 1 : relative à la répartition, entre les différents éléments constitutifs de la mission, du forfait de rémunération (tranche ferme);

- annexe n° 2 : relative à la répartition du forfait de rémunération entre les membres du groupement titulaire du marché (tranche conditionnelle) ;
- annexe n° 3 : relative à la sous-traitance (une annexe 4 par sous-traitant),
- annexe n° 4 : planning prévisionnel
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et ses annexes,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
- Le Programme Fonctionnel, Technique et Environnemental (PFTE) de l'opération,
- Le cahier des plans,
- L'Annexe n°1 (récapitulatif des surfaces des différents sites),
- Le tableau des réponses apportées aux candidats pendant le concours,
- Les remarques de la commission technique et du jury,

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé, par l'arrêté du 16 septembre 2009,
- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux du 1^{er} avril 2014
- Le décret n°93-1268 du 29 Novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'oeuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- l'Arrêté du 21 décembre 1993 (J.O du 13 janvier 1994) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux, en vigueur lors de la remise des offres ou lors du mois d'établissement des prix (mois Mo études) ;
 - ♦ Annexe n°2 : Travaux de bâtiment
 - ♦ Annexe n°1 : Travaux de génie-civil.

C) Ordre de préséance des pièces

Les pièces constitutives du contrat prévalent, en cas de contradiction ou de différence dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

D) Modification du contrat

Après sa notification, le contrat ne peut être modifié que par avenant(s) signé(s) par les parties contractantes.

A cet égard, il est précisé notamment que le programme de l'opération, ainsi que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux peuvent être réglementairement modifiés ou complétés jusqu'à l'issue des études d'avant-projet.

Aussi, ces compléments ou modifications doivent être constatés par voie d'avenant, à défaut de quoi ce sont les pièces initiales qui feront foi.

E) Modifications statutaires

Le Maître d'œuvre est tenu de notifier immédiatement au Maître d'Ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou la société,
 - A la forme de l'entreprise,
 - A la raison sociale de l'entreprise ou de la société ou à sa dénomination,
 - A l'adresse du siège de l'entreprise ou de la société,
 - Au capital social de l'entreprise ou de la société,
- et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

CHAPITRE II : PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

Article 4 : Forfait de rémunération

4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait de rémunération du maître d'œuvre est le produit du taux de rémunération t fixé à l'acte d'engagement par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le maître d'œuvre, sous réserve des dispositions des articles 9, 11 et 14 à 19.

4.2 - Dispositions diverses

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument au remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'oeuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif arrêté au stade de l'Avant Projet Définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo des études.

Au stade de l'APD, un avenant permettra de fixer le coût définitif des travaux et le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application du paragraphe III de l'article 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993, selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du maître d'œuvre faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires ou à modifier, décomposées en temps prévisionnel nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission. Cette proposition est négociée sur la base des critères d'étendue et de complexité du programme ou de la mission modifiée.

Conformément aux dispositions du troisième alinéa du III de l'article 74 du Code des marchés publics, la rémunération du Maître d'œuvre tient compte de la prime perçue pour sa participation au concours.

Article 5 : Prix

5.1 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois **de la réception des offres** ; ce mois est appelé « mois zéro »

5.2 - Choix de l'index de référence pour la révision des prix

L'index de référence I publié au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement Durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, est choisi en raison de sa structure est l'index **ING Ingénierie**

5.3 - Modalités de révision des prix

Les prix du présent marché seront révisés mensuellement pour chaque élément de mission dans les conditions définies ci-après. La révision sera effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$Cr = 0,15 + 0,85 (In/Io)$$

dans laquelle Io et In sont les dernières valeurs en cours de l'index de référence I désigné ci-dessus, prises respectivement au mois zéro d'établissement des prix et au mois r de révision des prix.

5.3.1 - Pour les éléments d'étude ESQ, APS, APD, PRO et ACT:

a) si la durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : In = index du mois au cours duquel l'élément est remis au maître de l'ouvrage ;

b) si durée d'exécution supérieure à un mois : Ir = moyenne arithmétique des valeurs de l'index au cours des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation (Art. 11.2 du C.C.A.G.-P.I.).

5.3.2 - Pour l'élément VISA :

- In = index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 6.2.3 ci-après est remis au maître d'ouvrage.

5.3.3 - Pour l'élément DET:

- In = index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément aux 6.2.5 ci-après.

5.3.4 - Pour l'élément AOR:

Pour la première partie de l'élément définie à l'article 6.2.5 du présent C.C.A.P., In = index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître de l'ouvrage et index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour la quatrième partie du 6.2.5.

Article 6 : Règlement des comptes du titulaire

6.1 - Les avances

6.1.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché (tranche ferme) ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché ou de la tranche affermie si leur durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 115 du Code des marchés publics.

6.1.2 - Garanties financières des avances

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

6.2 - Acomptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, dans les conditions suivantes :

6.2.1 - Paiement de l'acompte pour l'élément ESQ

L'établissement de l'acompte relatif à l'élément esquisse (ESQ), après déduction de la prime versée au titre du concours, est effectué après que le marché ait été notifié au maître d'oeuvre et que l'élément a été réceptionné.

6.2.2 - Pour l'établissement des documents d'études (APS, APD, PRO) :

Les prestations incluses dans les éléments suivants APS, APD, PRO sont réglées de la manière suivante :

- après remise des documents d'études au maître d'ouvrage : 70%
- après réception des documents d'études par le maître de l'ouvrage (ou réception tacite) telle que précisée à l'article 7.2.3 du présent C.C.A.P. : 30%

Toutefois ces prestations doivent être réglées avant leur achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas trois mois (Art. 11 du C.C.A.G.-P.I.). Dans ce cas, l'état périodique, établi par le maître d'oeuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude, indique le pourcentage approximatif du délai d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître de l'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.2.3 - Pour l'exécution du VISA

Les prestations incluses dans l'élément VISA sont réglées comme suit :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentées au visa du maître d'oeuvre : 50,00 %,
- sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'oeuvre, accompagné des justificatifs nécessaires : 50,00 %.

6.2.4 - Pour l'exécution des prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 60,00 % ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le maître de l'ouvrage de (ou des) offre(s) des entreprises : 40,00 %.

6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

Elément DET (Direction des travaux)

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit :

- sous forme d'acomptes mensuels identiques pendant toute la durée du chantier (85% DET/n; n étant le nombre de mois correspondant à la période de préparation du chantier + le nombre de mois de chantier)

- à la date de l'accusé de réception, par le maître de l'ouvrage du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises 15,00 %.

Elément AOR (Assistance lors des opérations de réception et pendant la garantie de parfait achèvement)

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

1. à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception : 20,00 % ;
2. à la remise du dossier des ouvrages exécutés : 40,00 % ;
3. après la levée définitive des réserves : 20,00 % ;
4. à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 du C.C.A.G.-Travaux : 20,00 %.

6.2.6 - Modalités de règlement de l'acompte

Les modalités de règlement des comptes seront réglées au titulaire selon des dispositions de l'article 11 du C.C.A.G.-P.I.

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérés comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments de la phase étude ESQ, APS, APD et PRO seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'acte d'engagement. Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération ; il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément Avant Projet Définitif à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments ESQ, APS, APD et PRO ;

Les pourcentages de chaque élément de mission sont les suivants :

Eléments de mission	Total sur honoraire %
ESQ	5,00
APS	8.00
APD	15.00
PRO	17.00
ACT	7,00
VISA	6.00

Eléments de mission	Total sur honoraire %
DET	36.00
AOR	6,00
TOTAL	100, 00

6.2.7 - Contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est datée. Elle mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7 du présent C.C.A.P.
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA;
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

La demande de paiement est envoyée au maître de l'ouvrage par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui est remise contre récépissé dûment daté.

Le règlement des sommes dues au maître d'oeuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, dont la fréquence est déterminée à l'article 6.2 ci-dessus, calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique dans les conditions ci-après définies :

a) Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'oeuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.

L'état périodique sert de base à l'établissement par le maître d'oeuvre du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

b) Projet de décompte périodique

Pour l'application de l'article 11 du C.C.A.G.-P.I., le maître d'oeuvre envoie au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte périodique.

c) Décompte périodique

Le décompte périodique établi par le maître de l'ouvrage correspond au montant des sommes dues du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant est évalué en prix de base hors T.V.A., il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'oeuvre des documents d'étude et calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent C.C.A.P.

d) Acompte périodique

Le montant de l'acompte périodique à verser au maître d'oeuvre est déterminé par le maître de l'ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

1. Le montant du décompte périodique ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
2. L'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 5 du présent C.C.A.P. sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente ;
3. L'incidence de la T.V.A. ;
4. Le montant total de l'acompte à verser, ce montant étant la récapitulation des montants 1, 2 et 3 ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'oeuvre.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre l'état d'acompte ; s'il modifie le projet du maître d'oeuvre, il joint le décompte modifié.

Acceptation de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur :

Le maître de l'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au maître d'œuvre.

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 27 du présent document, le maître d'oeuvre adresse au maître de l'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

6.3.1 - Décompte final

Le décompte final établi par le maître de l'ouvrage comprend :

- a) Le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ci-dessus ;
- b) La pénalité éventuelle pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage, telle que définie à l'article 20 du présent C.C.A.P. ;
- c) Les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'oeuvre en application du présent marché ;
- d) La rémunération en prix de base, hors T.V.A. due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste a) diminué des postes b) et c) ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2 - Décompte général - Etat du solde

Le maître de l'ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-dessus ;
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage ;
- c) Le montant, en prix de base hors T.V.A., du solde ; ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d) L'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e) L'incidence de la T.V.A. ;
- f) L'état du solde à verser au titulaire ; ce montant étant la récapitulation des postes c), d) et e) ci-dessus ;
- g) La récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser ; cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le maître de l'ouvrage notifie au maître d'oeuvre le décompte général et l'état du solde.

Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le maître d'oeuvre.

- En cas de cotraitance :
 - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-P.I.

- En cas de sous-traitance :

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage.

En cas de désignation de sous-traitants en cours de marché, l'acceptation du ou des sous-traitants ainsi que l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître de l'ouvrage se feront dans les conditions décrites à l'article 114 du Code des marchés publics.

6.4 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

CHAPITRE III : DELAIS - PENALITES POUR RETARD

Article 7 : Délais - Pénalités phase « Etudes »

7.1. - Pénalités pour retard

Les délais de remise des documents d'étude ainsi que leurs points de départ sont fixés à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- 1er élément - ESQ - : date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de la notification du marché.
- Autres éléments - APS/APD/PRO/DCE/: date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.
- VISA: date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre des plans et documents d'exécution des entreprises.
- ACT : analyse comparative des offres : date de la remise des offres par le maître d'ouvrage ; mise au point du marché : date du procès-verbal d'attribution des offres.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE) : date de réception des travaux.

En cas de retard dans la présentation de ces documents d'étude, le maître d'oeuvre subit sur ses créances, des pénalités exprimées en EUROS HT, dont le montant par jour de retard est fixé à :

Code	Pénalité
APS	200
APD	300
Permis de construire	300
PRO	300
DCE	300
VISA	250
Notice d'entretien	500
DOE	100
Documents informatisés à réunir sur CD ROM (pour plans, schémas... et avec tableaux des surfaces sous EXCEL)	350

7.2 - Réception des documents d'études

7.2.1 - Présentation des documents

Par dérogation à l'article 26.3.2 du C.C.A.G.-P.I., le maître d'oeuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents graphiques (plans, schémas, ...) seront remis sur support papier et sur support informatique (Type CD ROM) conforme à la Charte graphique (Annexe du C.C.T.P) et les tableaux des surfaces seront établis sous EXCEL, étant précisé que pour le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) ainsi que l'ensemble des pièces qui le compose devra être réuni dans un même CD ROM.

7.2.2 - Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'oeuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

Le tableau ci-après précise le nombre d'exemplaires des documents à rendre sur support papier et sur support informatique (type CD-ROM) qui devront être fournis en autant d'exemplaires (tirages) qu'il est précisé dans le tableau suivant :

sous format papier à fournir.

<i>Code</i>	<i>Nombre Exemple</i>
ESQ	5
APS	5
APD	5
Permis de construire	7
PRO	5
DCE	3
VISA	5
Notice d'entretien	5
DOE	5
Documents informatisés à réunir sur CD ROM (pour plans, schémas... et avec tableaux des surfaces sous EXCEL)	3

Un exemplaire supplémentaire de chaque document devra être fourni sur support physique électronique (CD ROM).

Dans le cadre de son contrat, et afin de permettre la consultation dématérialisée des marchés de travaux, le Maître d'œuvre devra fournir tous les documents écrits ou dessinés, résultant de ses études, sous forme dématérialisée :

- sur un support physique électronique (CD-Rom clé USB, DVD...)
- et transmis par voie électronique à l'adresse e-mail : urba3@ville-lepecq.org

Pour satisfaire à cette obligation tous les fichiers devront être compatibles avec les formats suivants :

- Standard.zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- .doc ou.xls ou .ppt en version Microsoft Office 2000-2003 ou antérieurs
- pour les images : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux)

Le Maître d'œuvre est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe ».
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros ».
- traiter les fichiers constitutifs de ses études par un anti-virus.

En cas de difficulté de récupération ou détection virus, le Maître d'œuvre devra prendre toutes les mesures nécessaires pour transmettre au mandataire du Maître d'ouvrage, l'ensemble de ces données soit par la voie électronique, soit sur un support physique électronique lisible et sain dans un délai de 4 jours. En cas de retard dans la transmission de ce support, le Maître d'ouvrage se réserve, s'il y a lieu, l'application des pénalités de retard pour l'élément d'études concerné. Il appartiendra au Maître d'œuvre de s'assurer que la transmission de ces documents sous la forme dématérialisée a bien été effectuée auprès des intéressés.

7.2.3 - Délais

En application de l'article 27, et par dérogation à aux articles 26.2 et 26.5 du C.C.A.G.-P.I., la décision par le maître de l'ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais ci-dessous exprimés en nombre de semaines calendaires :

<i>Code</i>	<i>Délai</i>
ESQ	2
APS	2
APD	3
PRO	4
DCE	2
VISA	1
Notice d'entretien	1
DOE	5
Documents informatisés à réunir sur CD ROM (pour plans, schémas... et avec tableaux des surfaces sous EXCEL)	1

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le maître de l'ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément à l'article 27 deuxième alinéa du C.C.A.G.-P.I. (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître de l'ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le maître d'oeuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Article 8 : Phase « travaux »

8.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Le maître d'oeuvre devra se faire remettre les projets de décomptes mensuels lors de la première réunion de chantier de chaque mois.

Au cours des travaux, le maître d'oeuvre doit procéder conformément à l'article 13 du C.C.A.G.-Travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur.

Après vérifications, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel.

Le maître d'oeuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du C.C.A.G.-Travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au maître de l'ouvrage en vue du mandatement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

8.1.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification par le maître d'oeuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise. Dans le cas où la date de réception du document ne peut être établie de manière certaine, la date prise en compte pour faire courir le délai sera celle indiquée sur le projet de décompte +2 jours.

8.1.2 - Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le taux par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés est fixé à 100 € / jour.

Cependant, si du fait du retard imputable au maître d'oeuvre, le maître d'ouvrage était contraint de verser des intérêts moratoires aux entrepreneurs concernés, la pénalité applicable est égale au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

8.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

À l'issue des travaux, le maître d'oeuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du C.C.A.G.-Travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci, le maître d'oeuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.4 du C.C.A.G.-Travaux, le décompte général.

8.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 20 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Dans le cas où la date de réception du document ne peut être établie de manière certaine, la date prise en compte pour faire courir le délai sera celle indiquée sur le décompte final +2 jours

8.2.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la vérification de ce décompte, le maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 100 €/jour du montant du décompte général.

Si le maître d'oeuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

À l'expiration de ce délai, le maître de l'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'oeuvre défaillant.

8.3 - Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1 - Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 15 jours à compter de la date de réception par le maître d'oeuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le maître d'oeuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 100 €/jour du montant initial du marché.

8.4 - Suivi de l'exécution du chantier

8.4.1 - Instruction pour avis de dossiers de sous-traitance des entreprises intervenant sur l'opération

Dans le cadre des missions de DET et AOR, le Maître d'oeuvre a un délai de 7 jours (ouvrés) pour analyser et apporter son avis lors de la présentation d'un sous-traitant par les sociétés qui interviennent sur ladite opération. Cet avis portera sur le dossier complet (y compris volet administratif et incidences financières de la sous-traitance sur le marché de travaux du titulaire).

Ce délai court à compter de la réception du dossier de sous-traitance par le Maître d'oeuvre.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G-P.I, en cas de retard dans l'instruction du dossier de sous-traitance pour avis, le Maître d'oeuvre encourt, sur ses créances, une pénalité de retard dont le montant, par jour calendaire de retard constaté, est fixé à cinquante (50) euros.

8.4.2 - Suspension des délais de paiement

Lorsque la suspension du délai de paiement des sommes dues à l'entrepreneur s'avère nécessaire pour des raisons imputables à ce dernier, le Maître d'œuvre doit aussitôt en informer le Maître d'ouvrage par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception postal 15 jours au moins avant l'expiration du délai de paiement.

8.4.3 - Établissement des comptes rendus de réunion

Le Maître d'œuvre établit les comptes rendus de réunion de chantier qu'il diffuse à tous les participants dans le délai de trois (3) jours à compter de la date de réunion.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G-P.I, si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est égal à cent cinquante (150) euros.

8.4.4 - Autres pénalités

Le maître d'œuvre pourra se voir appliquer d'autres retenues, pénalités ou réfections pour les motifs suivants :

- Absence non justifiée à une réunion où la présence du maître d'œuvre est requise (notamment réunion de la Commission d'appel d'offres ou assemblée équivalente), ou représentation du maître d'œuvre par une personne non habilitée à engager le groupement : 500 euros ;
- Pénalité pour absence de mise en œuvre et suivi des principes généraux de prévention et de sécurité, et/ou des prescriptions du coordonnateur S.P.S. : 500 euros par manquement ou par observation du coordonnateur SPS non prise en compte (c'est-à-dire : notifiée à l'entreprise responsable, suivi, relance, application de mesures coercitives et constat de la levée de l'écart) dans les délais requis par lui.
- Défaut de mise en œuvre des exigences de la cible n° 3 de la démarche HQE : 500 euros par jour.

8.4.5 - Opérations préalables à la réception

Les opérations de réception des travaux se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41 à 43 du CCAG Travaux.

La réception aura lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux, après que l'entreprise chargée de l'organisation collective et matérielle du chantier ait avisé simultanément le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre de cet achèvement.

Par dérogation à l'article 41.1.2è alinéa du CCAG travaux, le Maître d'œuvre disposera d'un délai de dix (10) jours à compter de la date d'achèvement des travaux fixée sur cet avis pour procéder au démarrage des opérations préalables à la réception en présence des entrepreneurs dûment convoqués et du Maître d'ouvrage.

Ces opérations préalables à la réception feront l'objet d'un procès-verbal dressé sur le champ par le Maître d'œuvre et propre à chaque contrat de travaux.

Le Maître d'œuvre disposera d'un délai de cinq (5) jours à compter de la date du procès-verbal des opérations préalables à la réception pour faire connaître aux entrepreneurs s'il a ou non proposé la réception au Maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G-P.I, si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant est égal à trois cent cinquante (350) euros par jour calendaire de retard constaté.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception et aux propositions complémentaires correspondantes du Maître d'œuvre au Maître d'ouvrage.

8.4.6 - Délais des pénalités pour retard dans l'examen des désordres pendant la période de garantie de parfait achèvement

Pendant la période de garantie de parfait achèvement, pour l'examen des désordres signalés par le maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre disposera d'un délai qui lui sera notifié par ordre de service sans réserve pour établir un rapport d'examen de ces désordres.

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G-P.I, une pénalité de deux cent cinquante (250) Euros par jour est applicable en cas de retard dans la remise du rapport d'examen de ces désordres.

Article 9 : Avenants négociés avec la maîtrise d'ouvrage

Le coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage la maîtrise d'œuvre et le forfait définitif de rémunération sont arrêtés par avenant conformément aux dispositions des articles 29 et 30 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993.

De plus, toute modification des dispositions contractuelles fait l'objet d'un avenant pour tenir compte notamment :

- des conséquences sur le marché de maîtrise d'œuvre, de l'évolution du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, conformément aux dispositions de l'article 2-1 de la loi MOP,
- des modifications éventuelles dans le contenu ou la complexité des prestations de maîtrise d'œuvre résultant des modifications de programme ou de prestations décidées par le maître d'ouvrage, conformément à l'article 30-3 du décret 93-1268 du 29 novembre 1993,
- des aléas non imputables à la maîtrise d'œuvre,

- au stade de la consultation des entreprises, des variantes qui seraient acceptées par le maître d'ouvrage et qui remettraient en cause la conception de la maîtrise d'œuvre, rendant ainsi nécessaire la reprise des études,
- des modifications de phasage ou des délais de réalisation des études ou des travaux,
- du suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement.

CHAPITRE IV : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 10 : Coût prévisionnel des travaux

L'exécution des études d'Avant-Projet Définitif permettra au maître d'oeuvre de s'engager sur un coût définitif de réalisation.

L'avancement des études de l'esquisse jusqu'à l'avant-projet définitif permet au maître d'oeuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Important : Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter cette enveloppe prévisionnelle des travaux, il doit en informer sans délai le maître de l'ouvrage. Les éventuelles diminutions ou augmentations de l'enveloppe prévisionnelle des travaux devront être dans tous les cas justifiées et approuvées par le maître de l'ouvrage, à défaut le maître d'œuvre s'engage à reprendre gratuitement ses études pour recadrer son projet dans l'enveloppe prévisionnelle initiale.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'avant-projet définitif, correspond au montant de l'enveloppe prévisionnelle initiale fixée à l'article 2 de l'acte d'engagement, le forfait provisoire de rémunération du maître d'œuvre fixé au même article devient le forfait définitif de rémunération arrêté par avenant.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'avant-projet définitif, est inférieur *au montant* de l'enveloppe prévisionnelle initiale fixée à l'article 2 de l'acte d'engagement, le taux de rémunération du maître d'œuvre fixé au même article pourra être renégocié avec le maître de l'ouvrage lors de la conclusion de l'avenant fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre et le coût prévisionnel de réalisation des travaux. Le coefficient de complexité fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement reste inchangé.

Cette éventuelle renégociation est destinée à promouvoir une réflexion sur la meilleure rationalisation économique des solutions proposées par le maître d'œuvre. En aucun cas les solutions proposées ne pourront se traduire par des choix minimalistes qui aboutiraient à la production d'économies sur le contenu du projet.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'oeuvre au moment de la remise de l'avant-projet définitif, est supérieur à l'enveloppe financière initiale fixée à l'article 2 de l'acte d'engagement, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'oeuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après approbation et réception de l'Avant-Projet Définitif par le maître de l'ouvrage, un avenant fixe le montant du forfait définitif de rémunération du maître d'oeuvre et du coût prévisionnel des travaux que celui-ci s'engage à respecter sous réserve des dispositions prévues aux articles 12 à 14.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération du maître d'oeuvre ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'oeuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique ;
- de la prime éventuelle de l'assurance « dommages » ;
- de tous les frais financiers.

Article 11 : Conditions économiques d'établissement

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo (Mo Etudes) fixé à l'article 4.2 du C.C.A.P.

Article 12 : Tolérance sur le coût prévisionnel des travaux

Le coût prévisionnel des travaux arrêté au stade de l'avant projet définitif est assorti d'un taux de tolérance de 3 %.

Article 13 : Seuil de tolérance

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux arrêté au stade de l'avant projet définitif majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 12.

L'avancement des études permet au Maître d'oeuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation du (des) marché(s) de travaux, le Maître d'oeuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître de l'ouvrage le lui demande.

Article 14 : Coût de référence des travaux

Lorsque le maître de l'ouvrage dispose des résultats de la mise en compétition relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

Ce coût est obtenu en divisant le montant des offres considérées, tous critères confondus, comme les plus intéressantes par le maître de l'ouvrage, par un coefficient de réajustement égal au rapport de l'index BT01 (catégorie bâtiment) pris respectivement au mois Mo des offres travaux ci-dessus et au mois Mo des études du marché de maîtrise d'oeuvre.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

Si le coût de référence des travaux est supérieur au seuil de tolérance fixé à l'article 13, le maître de l'ouvrage peut déclarer l'appel d'offres infructueux.

Le maître de l'ouvrage peut également demander la reprise des études. Le maître d'oeuvre a l'obligation de les reprendre, conformément au programme initial et sans que cela n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Le maître d'oeuvre fait des propositions dans ce sens au maître de l'ouvrage dans un délai de 14 jours suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître de l'ouvrage, le maître d'oeuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 21 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître de l'ouvrage de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres ou engager une nouvelle négociation.

Important : Au moment de la constitution des dossiers de consultation des marchés de travaux, le maître d'oeuvre est également invité à rechercher des économies notamment financières dans le respect du programme de travaux arrêté à l'avant-projet définitif.

Il devra notamment prévoir dans les contrats des entreprises (CCAP) des clauses incitatives conformément aux dispositions de l'article 17 du code des marchés publics.

CHAPITRE V : EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

Article 15 : Coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître de l'ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux (coût de référence de l'article 14).

Un avenant fixe le montant du coût de réalisation des travaux que le maître d'oeuvre s'engage à respecter à l'issue de la consultation travaux, ainsi que sa rémunération en fonction de ce coût.

Le maître d'oeuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme et du projet.

Article 16 : Conditions économiques d'établissement

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'(ou des) offre(s) ayant permis la passation des contrats de travaux.

Article 17 : Tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est de 2.00%.

Article 18 : Seuil de tolérance sur le coût de réalisation des travaux

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué à l'article 17.

Article 19 : Comparaison entre réalité et tolérance

Le coût définitif constaté par le maître d'ouvrage à l'achèvement des marchés de travaux est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des contrats, marchés, avenants, et commandes hors marchés intervenues pour la réalisation de l'ouvrage, hors révisions de prix.

Article 20 : Pénalités pour dépassement du seuil de tolérance

Si le coût définitif constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 18, le maître d'oeuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût définitif constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après :

Ce taux est égal au taux de rémunération t du maître d'oeuvre fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement ou dans l'avenant conclu à l'issue de l'avant-projet définitif en cas de modification de celui-ci (article 10 alinéa 5), multiplié par 2.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

Les dépassements qui seraient le fait de demandes complémentaires du maître d'ouvrage ou d'aléas non imputables à la maîtrise d'oeuvre, tant en phase études pour le premier engagement, qu'en phase travaux pour le second engagement, ne peuvent conduire à pénaliser le maître d'oeuvre. Dans ce cas, les engagements du maître d'oeuvre doivent être réajustés par la signature d'un avenant à son marché.

Article 21 : Mesures conservatoires

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des travaux augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs du fait du maître de l'ouvrage) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 18, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées à la diligence du maître de l'ouvrage par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission précédemment cités.

Article 22 : Ordres de service

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des travaux » (DET) le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination de l'entrepreneur.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés, adressés à l'entrepreneur dans un délai de 10 jours dans les conditions précisées à l'article 3.8 du C.C.A.G.-Travaux.

La carence constatée du maître d'oeuvre dans la notification des ordres de service l'expose à l'application d'une pénalité dont le taux, par jour de retard - compris entre la date où l'ordre de service aurait dû être délivré et celle où il l'a réellement été, y compris les dimanches et jours fériés - est fixée à 1/500 du montant du marché.

Cependant, en aucun cas, le maître d'oeuvre ne peut notifier des ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, sans avoir recueilli au préalable l'accord du maître de l'ouvrage.

Les ordres de service dont copie doit être remise au maître de l'ouvrage sont extraits d'un registre à souche fourni par ce dernier qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

Article 23 : Protection de la main d'oeuvre et conditions de travail

Conformément à l'article 6 du C.C.A.G.-P.I., le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'oeuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

De plus, la coordination d'hygiène et de sécurité sera prévue dans les conditions de l'article 1.10 du présent C.C.A.P.

Article 24 : Suivi de l'exécution des travaux

Conformément aux dispositions de l'article 1.6. du présent C.C.A.P., la direction de l'exécution des travaux incombe au maître d'oeuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

Le maître d'oeuvre organisera et pilotera les réunions de chantiers et les réunions préparatoires. Ces réunions devront se tenir au minimum une fois par semaine. Il pourra se faire représenter par une personne du groupement ayant des compétences en lien direct avec l'ordre du jour de la réunion. Au moins 48 heures avant la réunion, le maître d'oeuvre devra prévenir le maître d'ouvrage de sa non disponibilité et identifier la personne le remplaçant de façon exceptionnelle.

Le calendrier des réunions est fixé par le maître d'oeuvre et doit être soumis pour accord au maître d'ouvrage.

En cas d'absence du maître d'œuvre ou de son représentant aux réunions de chantiers, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 300€. Tout retard de plus d'une heure, non prévu au moins 24 heures à l'avance, sera considéré comme une absence à la réunion.

A chaque fois que nécessaire, le Maître d'Ouvrage convoquera par mail au moins 48 heures avant le Maître d'œuvre pour une réunion sur l'avancement du chantier (question de mise en œuvre, détails de réalisation, réception,...).

En cas d'absence à l'un des réunions à l'initiative du Maître d'Ouvrage, une pénalité forfaitaire de 300 € sera appliquée.

Le maître d'œuvre assurera le suivi de l'exécution des travaux et sera le garant de la bonne mise en œuvre et du respect des détails. Il échangera et répondra à toutes les interrogations des entreprises et les accompagnera durant toute la durée des travaux et jusqu'à la livraison du projet.

Article 25 : Utilisation des résultats

Si les prestations ou les résultats de ce marché constituent des œuvres originales, son titulaire concède au maître de l'ouvrage les droits d'utilisation, de reproduction, de représentation et d'adaptation desdites œuvres pour la durée de l'étude, de la construction et de l'utilisation de l'ouvrage ou des ouvrages objet du présent marché et ce, à compter de la notification du marché. Cette concession vaut sur le territoire du maître de l'ouvrage pour assurer les objectifs de ce marché, notamment de son programme fonctionnel.

Article 26 : Arrêt de l'exécution de la prestation

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.-P.I., le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques éléments de mission tels que définis à l'article 1.7 du présent C.C.A.P.

Article 27 : Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin du délai de «Garantie de parfait achèvement» (prévue à l'article 44.1. 2^o alinéa du C.C.A.G.-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie sur demande du maître d'œuvre, par le maître de l'ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du C.C.A.G.-P.I. et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

CHAPITRE VI : RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES

Article 28 : Résiliation du marché

28.1 - Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire, le maître d'oeuvre percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant hors TVA, non révisé, de la partie résiliée du marché, un pourcentage égal à 4,00 %.

28.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'oeuvre ou cas particuliers

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du C.C.A.G.-P.I. avec les précisions suivantes :

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du C.C.A.G.-P.I., la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'oeuvre et acceptées par le maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %. Toutefois dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (Art. 30-1 du C.C.A.G.-P.I.), les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 32 du C.C.A.G.-P.I., le marché pourra être résilié dans le cas où le maître d'oeuvre s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent C.C.A.P. ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux, lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du coût prévisionnel.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 46 du Code des marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du code du travail conformément à l'article 46-I.1^o du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 29 : Clauses diverses

29.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 3.4.3-du C.C.A.G.-P.I. sont applicables.

En conséquence, les articles du C.C.A.G.-P.I., traitant de la résiliation aux torts du titulaire (Art. 32) et les autres cas de résiliation (Art. 30) s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

Saisie-attribution

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire des paiements auprès duquel serait pratiquée la saisie-attribution du chef du marché et de l'un des cotraitants retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre de ce marché l'intégralité de la somme pour attribution au créancier saisissant.

29.2 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le maître d'oeuvre (en la personne de chacune de ses composantes) doit justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité décennale découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et suivants du Code civil, ainsi que sa responsabilité civile professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Le maître d'oeuvre devra fournir, avant notification du marché, une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Il devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante par le maître de l'ouvrage pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

Il devra fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

29.4 - Règlement des litiges

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière

Article 30 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles et CCAG Travaux

L'article 7.2.1 déroge à l'article 26 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

L'article 7.2.3 déroge à l'article 26.2 et 26.5 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

L'article 8.4.1 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

L'article 8.4.3 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

L'article 8.4.5 déroge à l'article 41.1 2^{ème} alinéa du C.C.A.G. Travaux et à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

L'article 8.4.6 déroge à l'article 14.1 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

L'article 28 déroge à l'article 32 du C.C.A.G. Prestations Intellectuelles.

ANNEXE

MISSION DU MANDATAIRE DU GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels
- transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membres
- assurer les missions de coordination portant à la fois sur les études et sur les travaux (établir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer la mise à jour, informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application, s'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre, organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre, proposer au maître d'ouvrage la réception des travaux)
- transmettre aux membres concernés les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant
- remettre au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation
Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant de ses observations.
- toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise exclusivement par le mandataire.

- réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement, etc.
- tenir informé le maître d'ouvrage de l'avancement des documents d'études et des travaux, notamment en assistant de manière régulière à des réunions demandées par le maître d'ouvrage